



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 3988

Texte de la question

BILAN DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Gérard Charasse, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Gérard Charasse. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à madame la ministre du budget, porte-parole du Gouvernement.

Madame la ministre, depuis cinq ans, sur nos bancs mais aussi sur le terrain, les députés de l'opposition attirent l'attention du Gouvernement sur ses choix trop souvent éloignés de l'intérêt général. À servir davantage des intérêts particuliers, à penser davantage électorat que Nation, à user de la division entre les Français quand la crise réclame de la cohésion, à choisir l'agitation contre la détermination, vous avez fini par affaiblir la France. Vous avez affaibli la France au point que votre candidat use d'un slogan en forme d'aveu, un slogan qui me rappelle un autre échec de votre camp : " une France forte ". S'il faut une France forte, c'est que la France, qui sort de dix ans de votre politique et de cinq ans de votre politique au carré, est faible ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Depuis quelques jours, hier tout particulièrement, vous répondez par la comparaison à ces mauvais chiffres que vous ne contestez même plus - quand je me regarde, je m'inquiète mais quand je me compare, je me rassure... Eh bien, comparons ! Prenons les chiffres de l'OCDE, du FMI ou de l'ONU. Avant que vous n'arriviez au pouvoir, le PIB de la France était le 16e de la planète, il est aujourd'hui le 18e. La France était le 16e pays le moins inégalitaire, elle est désormais le 38e. Nous occupions la 16e place du classement scolaire international, nous nous trouvons maintenant à la 24e place. Et pour ce qui est de la liberté de la presse, même là, nous avons reculé, du 33e au 38e rang.

M. Patrick Lemasle. C'est une honte !

M. Gérard Charasse. Bref, dans les neuf indices des comparaisons internationales - exportation, indice de développement humain ou agriculture - nous avons baissé.

Alors, madame la porte-parole, quand je vous regarde, je m'inquiète, mais quand je vous compare, je m'inquiète aussi... pour la France ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Ma question est simple : quand allez-vous dire, sur votre bilan, la vérité aux Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Oui, monsieur Charasse, vous l'avez dit, tous les efforts du Gouvernement pendant ce quinquennat ont été inspirés par une certaine idée de la France, celle d'une France forte.

Pour avoir une France plus forte, qu'avons-nous fait, monsieur Charasse ? Nous avons conduit une réforme qui était attendue depuis quarante ans, celle de l'université, une réforme contre laquelle vous avez votée et qui, seule, permettra aux générations futures de jeunes Français d'avoir l'enseignement supérieur qu'ils méritent.

M. Patrick Lemasle. Vous favorisez les riches !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous avons triplé le crédit d'impôt recherche, monsieur Charasse, parce que nous voulions que la France soit le pays qui réserve à l'innovation l'environnement fiscal le plus favorable. Un pays qui innove, un pays qui fait le pari de l'intelligence est un pays fort.

Nous voulions investir dans l'avenir. Alors, qu'avons-nous fait ?

Mme Chantal Robin-Rodrigo. Rien !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous avons supprimé la part investissement de la taxe professionnelle, pour que toutes nos PME, nos industries, puissent investir, pour qu'elles soient plus fortes.

Puis nous avons fait le pari d'une Europe forte, parce qu'il n'y a pas de France forte sans une Europe forte. Mais là encore, qu'avez-vous fait ? Vous avez voté contre le Mécanisme européen de stabilité, qui permet d'avoir une vraie solidarité en Europe.

M. Gérard Charasse. Nous nous sommes abstenus !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Eh bien, l'abstention n'est pas une politique. C'est une politique anti-européenne, anti-Europe !

Alors oui, tout le travail que nous avons accompli a eu pour but de renforcer la France.

M. Christian Eckert. Avec quels résultats ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Et nous continuons, avec la baisse du coût du travail : pour exporter, pour que nos entreprises ne délocalisent pas, nous construisons une France forte ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Charasse](#)

Circonscription : Allier (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3988

Rubrique : État

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 février 2012